

ou projets de réforme qu'il a choisis au crible d'un canevas strictement identique : après avoir posé le « cadre légal » du projet de réforme et rendu compte des « débats » qui l'entourent, l'auteur analyse les positions des partis, en pesant au trébuchet les déterminants stratégiques, idéologiques et contextuels précédemment identifiés.

L'analyse menée par J.-B. Pilet met en avant le poids des déterminants d'ordre stratégique, notamment les motivations d'*office-seeking* ou de *policy-seeking*. Mais dans les analyses de type stratégique, c'est moins l'intérêt des acteurs qui importe que la perception qu'ils en ont ou qu'ils s'en font. À cet égard, un des principaux apports de l'ouvrage est de s'appuyer sur 24 entretiens menés avec des personnalités politiques de premier plan, afin d'étudier les « motivations stratégiques subjectives » des acteurs. Ce corpus, sur lequel on aurait toutefois aimé avoir plus d'éléments concernant la manière dont il a été constitué, montre que les hommes politiques sont plus des « paysans » que des « banquiers », pour reprendre la distinction de MacKuen, Erikson et Stimson¹, en ce sens qu'ils « fondent leur croyance [...] en tenant compte des effets des règles électorales dans le passé récent. Ils ne sont pas des « banquiers » qui bâtissent leurs attentes stratégiques en fonction d'anticipations sur le futur [...]. Seuls les acteurs qui s'estiment lésés dans le régime électoral en place [...] agissent en *office-seeker* » (p. 214).

En se fondant sur le cas belge, l'ouvrage fournit une contribution utile à la théorie des changements de mode de scrutin. Seul regret, peut-être, au terme de sa lecture : on aurait aimé que l'auteur tente en conclusion de dépasser son cas d'étude pour discuter, par exemple, la loi micro-mega de Colomer (« *The large prefer the small and the small prefer the large* »)², voire pour proposer un modèle d'analyse susceptible d'être testé empiriquement sur un éventail plus large de cas. À n'en pas douter cependant, son ouvrage, qui repose avant tout sur des données qualitatives, sera lu attentivement par celles ou ceux qui voudraient à l'avenir conduire une étude multi-pays sur le sujet en s'appuyant sur des données quantitatives.

Bernard Dolez -
Université Paris XIII

Herron (Erik S.) - *Elections and Democracy after Communism ?* -

New York, Palgrave Macmillan, 2009.

XVI + 238 p. Bibliogr. Index.

A l'aube du 21^e siècle, les élections jouent un rôle fondamental dans le fonctionnement des systèmes politiques à travers le globe.

Elles sont imposées comme une source incontournable de légitimité démocratique des gouvernants dans presque toutes les entités étatiques ou infra-étatiques, quelle que soit la nature de leurs régimes politiques. La variété de ces derniers est particulièrement riche dans l'espace postsoviétique. Ce sont les processus électoraux de cette région, située en partie en Europe mais surtout en Asie, qui sont étudiés par Erik S. Herron. La ligne directrice de son ouvrage, structuré en dix chapitres, est la question suivante : dans quelle mesure les élections postsoviétiques se conforment-elles ou, au contraire, mettent-elles en cause les enseignements théoriques et les résultats de la recherche existante en matière électorale (p. XIII) ?

Les deux premiers chapitres sont introductifs et consacrés à la définition des termes, la présentation de différentes trajectoires des quinze pays postsoviétiques, entre démocratie et dictature, et à la description des processus électoraux sous la période soviétique. À ce moment-là, l'élection est un rite mobilisateur, progressivement développé et centralisé (à partir de 1937), qui – mis à part la période ultime gorbatchévienne (d'après 1985) – privait les électeurs de choix électoral, tout en les forçant, même si l'obligation de vote n'existait pas, à participer. Pour évaluer les régimes politiques des pays étudiés, E. S. Herron a recours, comme de nombreux chercheurs avant lui, au classement de la Freedom House, avec les avantages (la comparabilité) et les inconvénients (le réductionnisme) qui lui sont associés. L'auteur montre ainsi que les dictatures postsoviétiques les plus dures se trouvent en Asie centrale tandis que les seuls États démocratiques, selon les standards internationaux, sont les pays baltes, le reste de la région flottant entre ces deux pôles.

Les cinq chapitres suivants, qui interrogent l'évolution des systèmes électoraux (chapitre 3) et leur impact sur les systèmes des partis

1. Michael B. MacKuen, Robert S. Erikson, James A. Stimson, « Peasants or Bankers ? The American Electorate and the US Economy », *American Political Science Review*, 86 (3), 1992, p. 597-611.

2. Joseph M. Colomer (ed.), *Handbook of Electoral System Choice*, Londres, Palgrave Macmillan, 2004.

(chapitre 4), la participation électorale (chapitre 5), la stabilité des systèmes partisans (chapitre 6) et l'utilisation du référendum (chapitre 7), sont davantage analytiques.

D'une part, ces chapitres montrent que la plupart des processus politiques postsoviétiques obéissent aux mécanismes observés dans d'autres aires géographiques et décrits par la littérature existante en science politique. Si leur validité est parfois remise en cause, cela tient notamment à la nature non démocratique des régimes en question. Des analyses de régressions ainsi que des regards qualitatifs plus détaillés dévoilent que, toutes les autres variables considérées (par exemple le type de système électoral) étant égales par ailleurs, moins le pays est démocratique sur le *continuum* de la Freedom House, moins il y a d'alternatives partisans (p. 57), mais plus la participation électorale est élevée, très probablement à cause de fraudes électorales (p. 73). De même, dans les dictatures, à la différence des démocraties, les référendums, outils politiques fréquemment utilisés dans l'espace postsoviétique, sont pratiquement toujours initiés par les régimes en place et « contrôlés » – les autorités politiques « utilisent l'accès aux médias et aux ressources administratives pour influencer le vote ».

D'autre part, ces chapitres proposent des observations qui sont souvent compatibles avec les résultats d'études portant sur le reste de l'ancien bloc soviétique situé en Europe, suggérant l'existence de tendances communes dans l'ensemble de l'espace postcommuniste. Il s'agit par exemple de la primauté de l'intérêt utilitariste dans l'explication des réformes des systèmes électoraux, de la baisse progressive de la volatilité électorale dans le temps, ou de la propension à aller voter plus élevée chez électeurs âgés que chez les électeurs plus jeunes.

Les trois derniers chapitres sont plutôt descriptifs mais tout aussi éclairants. L'auteur y traite surtout de l'organisation et de l'administration des élections. Il explique que le système de contrôle démocratique repose, d'un côté, sur l'« alarme incendie » (le contrôle centralisé par des institutions, comme les cours et les commissions électorales) et, de l'autre, sur la « patrouille policière » (le contrôle plus diffus par des observateurs électoraux locaux ainsi qu'internationaux). Mais la présence de fraudes dans les résultats électoraux peut être identifiée également grâce à des méthodes statistiques. Le chapitre 9 en

présente plusieurs, dont celle fondée sur la « loi de Benford », qui postule l'inégale fréquence des chiffres dans les données statistiques. Enfin, Herron explique que les périodes électorales sont particulièrement susceptibles de provoquer des mobilisations populaires, surtout dans les régimes semi-libres où la présence de fraudes est plus fréquente que dans les démocraties et où les coûts de la participation à ce type d'action collective sont moins élevés que dans les dictatures pures et dures.

Du point de vue méthodologique, l'approche adoptée par l'auteur combine habilement des méthodes quantitatives, parfois très avancées, et des évaluations qualitatives, ce qui permet à la fois d'arriver à des conclusions générales et d'explorer des cas précis. En conséquence, l'argumentaire proposé gagne en persuasion et le récit séduit. D'autant plus que l'auteur l'illustre avec des expériences personnelles acquises dans le cadre de missions d'observation électorale menées dans la région étudiée. En même temps, l'ampleur du sujet traité conduit l'auteur à passer peut-être un peu vite sur certaines problématiques. Le lecteur a parfois l'impression qu'il était possible d'aller plus loin dans les analyses et les hypothèses forgées. Par exemple, l'importance de l'âge dans la participation électorale (identifiée dans le chapitre 5) est peu surprenante, elle a été constatée dans presque toutes les études existantes sur le vote, que ce soit dans le contexte des démocraties nouvelles ou établies. Il aurait été plus intéressant de faire la part des effets de génération et des effets d'âge, et ainsi, d'explorer l'impact de la socialisation électorale dans un contexte de participation électorale forcée.

De même, à certains moments, l'ouvrage semble manquer de rigueur. Ainsi, bien que E. S. Herron cite Giovanni Sartori, il n'utilise pas sa définition classique du système partisan et se satisfait de l'affirmation selon laquelle il s'agit d'un « assemblage de groupes, libellés comme partis politiques, qui se font la compétition aux élections (p. 81) ». Ensuite, il propose une typologie *ad hoc* des partis politiques existants dans l'espace postsoviétique, distinguant entre « anciens partis communistes », « partis de pouvoir », « partis d'opposition », « partis techniques », « partis compétitifs et institutionnalisés ». La typologie est censée correspondre aux « rôles » des partis dans les différents systèmes politiques mais sa cohérence est pour le moins problématique. De surcroît, dans ses analyses empiriques, E. S. Herron

classe dans le même groupe des « partis de pouvoir » les formations qui soutiennent les présidents autocratiques dans la plupart des pays de l'ancienne URSS et les partis qui sont au pouvoir dans les démocraties baltes, c'est-à-dire deux types de partis dont la raison d'être et le fonctionnement sont très différents. Plus généralement, la décision d'inclure dans les analyses quantitatives des régimes politiques dont la qualité démocratique est extrêmement variable est contestable et, probablement, biaise dans une certaine mesure les résultats, malgré le contrôle des scores par la Freedom House. En fait, ces derniers ne reflètent pas nécessairement à quel point les résultats électoraux sont faussés et, surtout, comment ils ont été faussés...

Il n'empêche que l'auteur a remarquablement réussi à synthétiser les grandes tendances du phénomène électoral dans la région et son ouvrage est à recommander à tous ceux qu'intéresse l'évolution de l'espace postcommuniste.

Filip Kostelka -
Sciences Po Paris, CEE

Myagkov (Mikhail), Ordeshook (Peter C.), Shakin (Dimitri) - *The Forensics of Election Fraud. Russia and Ukraine.*
New York, Cambridge University Press, 2009.
290 p. Bibliogr. Index.

The *Forensics of Election Fraud* propose au lecteur de mener l'enquête sur la régularité des élections à partir d'indicateurs statistiques appliqués aux scrutins nationaux qui ont eu lieu dans les années 2000 en Russie, en Ukraine et aux États-Unis. À partir des résultats officiels, M. Myagkov, P. C. Ordeshook et D. Shakin suivent ainsi la piste de toutes sortes de fraudes, et tout particulièrement des pressions administratives, des bourrages d'urne, des falsifications des résultats du dépouillement. Outre l'intérêt scientifique d'un tel travail, les auteurs revendiquent un objectif politique pratique, celui de se doter d'instruments complémentaires aux activités des missions d'observation électorale pour détecter les fraudes. La simple présence d'observateurs limite les manœuvres dans les bureaux où ils se trouvent, et ces derniers peuvent alors servir à vérifier la régularité statistique des résultats obtenus dans l'ensemble de la circonscription.

La première partie de l'ouvrage présente les outils statistiques de manière purement théorique,

sur la base de cas fictifs. Pour suivre la piste des manœuvres électorales, M. Myagkov, P. C. Ordeshook et D. Shakin construisent trois indicateurs permettant de relever les « empreintes » de la fraude. Le premier de ces indicateurs mesure la relation entre le taux de participation et le score des candidats dans chacun des districts, cantons ou bureaux, le deuxième rend compte de la distribution du taux de participation dans les différents districts, le troisième évalue les transferts de voix d'une élection à l'autre dans chacun des districts. La présence d'anomalies statistiques pour l'un de ces indicateurs constitue un indice pour l'enquêteur. L'absence d'ancrage empirique ainsi que certaines hypothèses (homogénéité des circonscriptions notamment) peuvent surprendre le lecteur. Cependant, la force de cette entrée en matière réside dans la clarté et la qualité pédagogique de la présentation des indicateurs statistiques.

La partie suivante (chapitre 3) propose d'appliquer ces indicateurs à un cas d'école, celui de la Russie. Il ne s'agit pas ici de rechercher des pratiques frauduleuses dans les élections russes des années 2000 mais bien plutôt, tenant la fraude pour une donnée établie, de tester les indicateurs. Et le test s'avère effectivement très concluant, en particulier dans les républiques, davantage que dans les régions (*oblasts*). Outre la mise à l'épreuve des indicateurs, cette partie permet aux auteurs de souligner l'importance de leur mise en contexte et de leur confrontation avec des données qualitatives sur les relations de pouvoir et d'allégeance.

Le cœur de l'enquête se trouve dans la troisième partie (chapitres 4 et 5), qui porte sur les élections ukrainiennes de 2004, 2006 et 2007. Les élections présidentielles de 2004 revêtent un intérêt tout particulier avec l'annulation du 2e tour de novembre et l'organisation d'un nouveau scrutin en décembre. Les auteurs invitent alors à considérer cette succession de votes comme une expérience en laboratoire où ne varient ni le contexte, ni les enjeux, ni le corps électoral, ni les candidats, mais seulement les pratiques de mobilisation des suffrages. Cette proposition peut paraître douteuse tant les invalidations affectent les comportements électoraux. Cependant, les trois indicateurs permettent de relever des indices de fraudes concordants en faveur de V. Yanukovich en novembre. En revanche, le scrutin de décembre donne à voir des écarts statistiques plus limités et marginaux, permettant de faire l'hypothèse de pressions en faveur de l'un ou l'autre des